

Les crédits

La véritable menace pour l'industrie laitière et pour l'agriculture québécoise ne provient aucunement de l'éventuelle souveraineté du Québec; elle provient du gouvernement fédéral d'en face, parce qu'il néglige de plus en plus l'agriculture québécoise et, notamment, l'industrie laitière. Elle provient du manque de planification du gouvernement d'en face et du manque d'équité surtout des mesures budgétaires prônées par le gouvernement libéral.

Dans le secteur laitier, le 28 février dernier fut un jour extrêmement triste pour les producteurs laitiers du Québec et de l'Ontario. Le ministre des Finances annonçait, lors du dépôt de son Budget, une réduction de 30 p. 100 sur deux ans à la subvention fédérale pour le lait de transformation. Puisque les producteurs laitiers du Québec produisent à eux seuls 48 p. 100 du quota de lait de transformation, il est clair que ce sont eux qui sont les plus injustement touchés.

Monsieur le Président, je ne voudrais pas me servir d'un accessoire, mais ici, en Ontario, il y a une revue, un journal agricole qui a pour nom *Farm and Country*. C'est le pendant, l'équivalent de *La Terre de chez nous* au Québec. Tous les agriculteurs feuilletent du moins, si on ne lit pas de la première à la dernière page, ce journal de la première à la dernière page. Sur la première page, cette semaine, on voit une caricature nous laissant voir une très belle vache Holstein avec un agriculteur assis sur un petit banc, qui ressemble étrangement à notre ministre des Finances. Il est en train de traire sa vache Holstein. Le seau est vide. Le pis est très cicatrisé. On presse le trayon et il sort seulement qu'une goutte de lait. C'est ça la vision de ce gouvernement envers les producteurs laitiers.

Également, la semaine dernière, le président de l'UPA au Québec, M. Laurent Pellerin, que je salue ici en cette Chambre, un grand défenseur des agriculteurs québécois, évaluait la coupure de 30 p. 100 au subside versé pour le lait de transformation à l'équivalent de 4 485 \$ dans deux ans. Je voudrais prendre quelques secondes pour vous expliquer son calcul. J'aimerais aussi que le ministre de l'Agriculture soit très attentif parce que je lui rappelle ceci.

• (1030)

À la suite de ces coupures aux producteurs laitiers, il n'a aucune compensation financière, contrairement à ce qu'il a fait pour les producteurs de blé et de céréales dans l'Ouest où on donnera 1,6 milliard non imposable, ce qui est l'équivalent de 2,2 milliards. Au Québec et en Ontario, rien, zéro.

Voyez-vous, un producteur laitier qui produit 2 500 hectolitres de lait par année et qui achète, pour nourrir ses vaches, son troupeau, 71 tonnes de moulée par année, parce qu'on a également coupé le subside de l'aide au transport des céréales fourragères, vous savez cela, dans le bloc de l'Est. Les Maritimes seront dûrement touchées par cela. La subvention sur 2 500 hectolitres est coupée de 5,43 \$ par hectolitre, multiplié par 2 500, soit 5,43 \$ moins 30 p. 100, ce qui donne 1,51 \$.

Vous, les agriculteurs laitiers, à partir de maintenant, pour chaque hectolitre que vous allez produire, vous serez coupés de 15 p. 100 cette année et 15 p. 100 l'an prochain, ce qui fait 30 p. 100. L'an prochain, sur chaque hectolitre vous serez coupés de 1,51 \$ l'hectolitre. Si vous produisez 2 500 hectolitres par année vous serez coupés de 3 775 \$.

À cela il faut ajouter la coupure appliquée au transport des céréales fourragères. On évalue à 10 \$ la tonne l'augmentation que vous devrez assumer. Vous devez faire votre part, vous aussi, pour les erreurs passées de ces gouvernements qui se sont succédés ici et qui ont accumulé des déficits monstrueux. Si vous achetez 71 tonnes à 10 \$ la tonne, cela fait 710 \$ que vous devez ajouter au montant de 3 775 \$. Vous allez contribuer pour un montant de 4 485 \$ pour réduire ce déficit.

Ce qui va se produire, vous le savez très bien, au mois d'août, les producteurs laitiers vont se présenter devant la Commission canadienne du lait pour réclamer une augmentation du prix de leur lait, et j'espère qu'on va la leur accorder. Les producteurs laitiers ne sont pas des imbéciles. Ils n'ont pas à subir une perte aussi importante de revenu. La Commission canadienne du lait va leur accorder une augmentation, je l'espère, pour respecter l'augmentation du coût de la vie, les pertes encourues.

Résultat, les consommateurs, vous paierez le lait en poudre, le beurre, le fromage, le yogourt, la crème glacée beaucoup plus cher. On appelle cela des taxes déguisées. Justement, dans la revue dont je vous parlais tout à l'heure, *Farm and Country* de l'Ontario, on évalue à 56 \$ par vache la contribution que chaque producteur laitier doit faire pour éponger ce déficit.

Mais c'est étonnant que pas un député libéral ne se soit levé dans cette Chambre pour dénoncer les 328 000 voyages en avion. On a vu cela dans le journal la semaine dernière, ces voyages occasionnent tout près d'un milliard de dollars de dépenses, en frais de voyage. J'ai l'article de journal ici sous la main: 328 000 voyages par avion entre les mois d'avril 1993 et mars 1994, ce qui a entraîné pour le contribuable une dépense de 275 millions pour faire voyager nos militaires et nos hauts fonctionnaires, notamment les fonctionnaires du ministère des Transports.

Je termine là-dessus et j'invite les producteurs laitiers, de l'Ontario et du Québec notamment, à bien regarder le supplice que ce gouvernement leur imposera d'ici les 24 prochains mois.

• (1035)

[Traduction]

L'hon. Ralph E. Goodale (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureux de pouvoir participer au débat sur le budget fédéral de 1995, et en particulier sur l'impact de ce budget sur l'agriculture et l'agroalimentaire.

Il va sans dire que je ne suis absolument pas d'accord sur les conclusions tirées jusqu'ici dans ce débat par le député de Frontenac. À mon avis, son analyse est incomplète, tout à fait négative dans son approche et, malgré tout le respect que je dois au député, elle est fautive.

En défendant ses objectifs de toute évidence séparatistes, il veut semer la discorde en faisant preuve d'étroitesse d'esprit et de parti pris. Il cherche à dresser région contre région, province contre province et agriculteur contre agriculteur. Il est vraiment triste de voir une approche aussi destructrice mais, venant du Bloc québécois, ce n'est pas étonnant. L'objectif des bloquistes n'est pas de travailler à la construction de notre pays mais, au contraire, à sa démolition. Je ne suis donc pas étonné de la motion présentée aujourd'hui par le Bloc.

Ce qui est peut-être surprenant, c'est la similarité d'approche entre le Bloc québécois et le NPD. Il y a deux semaines, le NPD et le Bloc québécois ont formé à la Chambre une alliance assez